

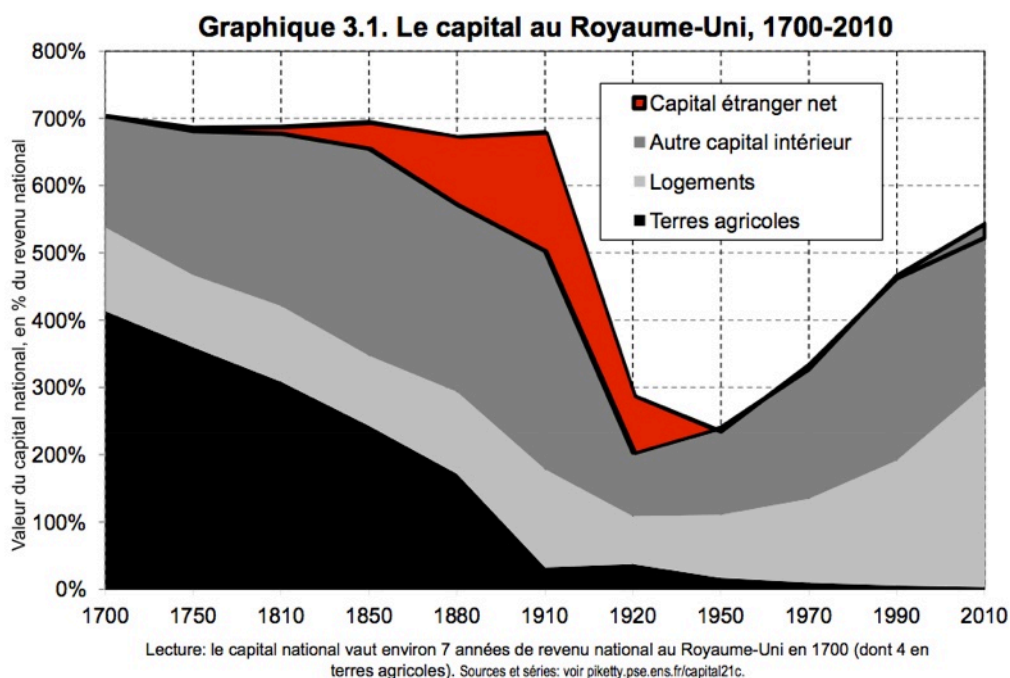
Piketty et le colonialisme

Autant l'avouer d'entrée. Je ne me suis jamais intéressé aux Guerres de l'Opium en Chine (1839-1842 et 1856-1860), et ne sais quasiment rien de l'histoire du dix-neuvième siècle quand elle dépasse les frontières de mon petit pays, la Belgique, ou alors — et un peu — celles de l'Europe occidentale : France, Allemagne, Italie. (La colonisation du Congo était d'ailleurs de l'Histoire nationale, n'est-ce pas?) Alors, quand on me parlait des Guerres de l'Opium, je m'imaginai de perfides Chinois cultivant de l'opium — d'ailleurs, n'étaient-ils pas eux-mêmes les plus gros consommateurs — et le vendant aux candides Européens. Chinois qu'il fallait dès lors donner une leçon.

Or, il n'en est rien. Et c'est même l'opposé qui s'est produit. Les Britanniques, rejoints ensuite par les Français, ont fait la guerre aux Chinois, et ils l'ont gagnée avec facilité (pilonnage de Canton et de Shanghai, sac du Palais d'Été à Pékin), pour leur imposer le commerce d'opium, produit en Inde, alors que la Chine s'y opposait, pour des raisons évidentes de santé publique. Et que les Britanniques comptaient trouver ainsi de nouvelles ressources financières quand celles d'Amérique se tarissaient.

Le livre de Piketty "*Capital et Idéologie*" (dont je mentionnais déjà ce qu'il nous apprend sur l'esclavage: *Piketty et l'esclavage*) est pour moi un livre d'histoire. (Et il aurait pu l'être davantage encore, si Piketty l'avait voulu.) Or, cette histoire donne à déchanter — pour autant qu'on *chantait* encore. Dans mon pays, on écrit et parle sans cesse de l'Histoire au seizième siècle, aux Pays-Bas et en France on préfère le dix-septième, mais c'est le dix-neuvième, alors d'échelle mondiale, qu'il faudrait avant tout enseigner. Car c'est lui qui permet, mieux que tout autre, de comprendre le monde d'aujourd'hui ainsi que les attitudes et réactions des peuples et pays. Si nos souvenirs collectifs sont liés, selon les pays, à la Guerre contre l'Espagne, ou à celle de Cent Ans, pourquoi les Chinois, les Japonais, les Afghans, Irakiens (etc., etc.) ne fonderaient-ils pas sur leurs expériences du dix-neuvième siècle — beaucoup plus récent — leurs actions d'aujourd'hui ? Et leurs attitudes à l'égard des Européens en particulier.

"Le Capital au XXIème Siècle" de Piketty donnait déjà le la. Dans une lecture précédente — "*travailler pour rien*" — je me suis intéressé au phénomène d'accumulation du capital, aux revenus qu'il crée, et à l'accroissement des inégalités qui se produit ainsi, tous décrits par Piketty. Mais j'aurais pu regarder d'autres éléments, ce que je vais faire ici. Les statistiques présentées par Thomas Piketty, surtout montrées sous forme de courbes (mais il vous donne les chiffres ailleurs, sur le web) s'intéressent aussi *aux différentes formes de capital*, et à leur évolution dans le temps. Piketty, d'ailleurs, décrit ces phénomènes, et les reprend dans "*Idéologies*". Sous le vocable un peu maladroit de "*capitaux étrangers*" — qui d'habitude concerne les capitaux entrants, sous contrôle étranger — il désigne les patrimoines nets détenus *par un pays dans d'autres pays*. "*Nets*", car déduction faite des patrimoines détenus par les autres pays (leurs résidents, leurs institutions ou leur État) dans le pays en question.

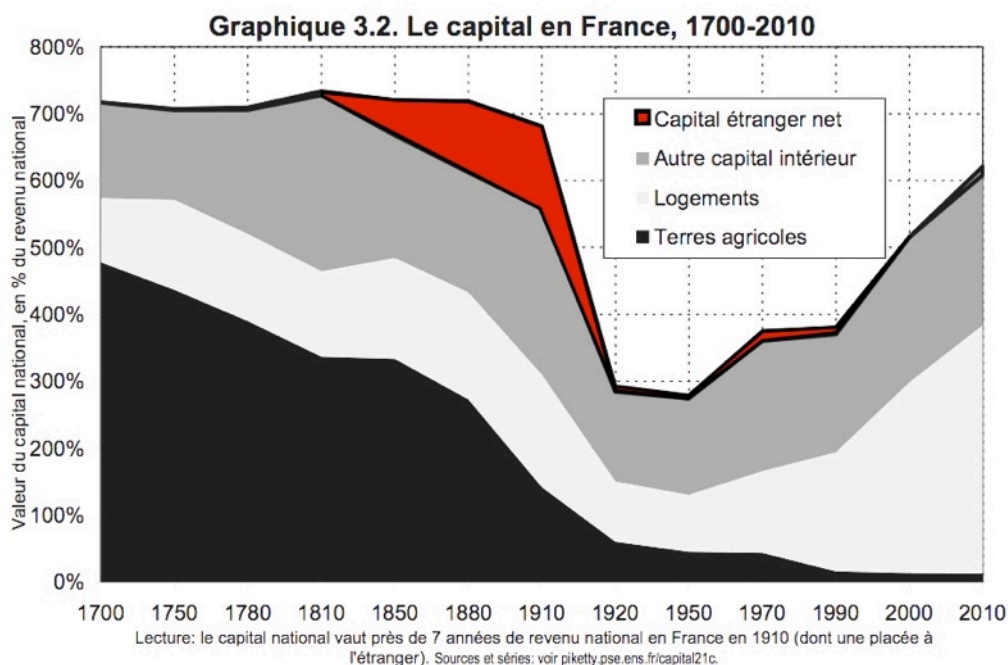


extrait de : Thomas Piketty, *le Capital au XXIème Siècle*, 2013

Voici d'abord (figures 3.1 et 3.2) la composition du capital en France et au Royaume-Uni, telle que présentée dans "*21ème siècle*", et l'évolution du "*capital étranger*" dans six pays (figure 7.9), présentée dans "*Idéologie*". [J'utilise les numéros utilisés par Piketty dans ses livres, pour ces figures qu'on trouve facilement sur le web.] Rappelons que Piketty prend comme unité de mesure le revenu annuel du pays dont les résidents sont propriétaires des capitaux en question. Un chiffre comme "*200%*" signifie donc que le capital net équivaut à deux années de revenu. Rappelons aussi que dans nos pays, actuellement, la somme nette des capitaux équivaut à entre cinq et sept années de revenus, mais qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Et signalons qu'une part de ces richesses est spéculative — notamment dans la valeur des fonciers agricoles et urbains —, ce

qui ne les empêche pas de contribuer fortement à la distribution des richesses et à l'évolution des inégalités.

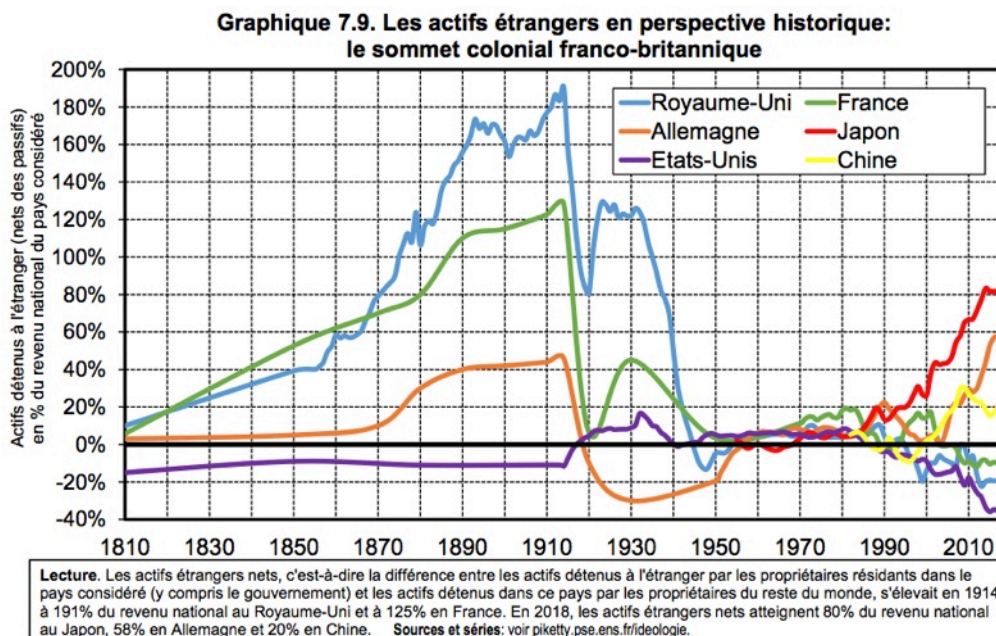
Ces figures 3.1 et 3.2 montrent l'évolution de la composition du capital britannique et français tout au long des 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Dans ces deux pays, le volume total net du capital s'est maintenu, deux siècles durant, à un niveau élevé, équivalent à sept années de revenu, avant d'être détruit par la Première Guerre Mondiale et réduit à seulement trois années de revenu. Comptez un rendement effectif de 4 à 5%, et voyez l'enjeu de la propriété des capitaux et l'ampleur des transferts intérieurs au pays au bénéfice des classes possédantes. Car 4% sur un patrimoine de 7 années de revenu signifie entre 25% et 30% du revenu national, transféré des classes laborieuses, dont le travail paie l'essentiel des loyers, intérêts, dividendes, etc., vers les propriétaires.



extrait de : Thomas Piketty, *le Capital au XXI^{ème} Siècle*, 2013

Mais ce qui nous intéresse ici sont pour une fois les évolutions au sein de cet énorme volume de capitaux. Et leurs impacts au niveau mondial. Tout au long des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, la part des terres agricoles dans le capital baisse énormément, au Royaume-Uni encore davantage qu'en France, la part "*d'autres capitaux intérieurs*" augmente (comprenez: usines, infrastructures, etc.), mais ce sont surtout les capitaux nets "*étrangers*" qui, à partir du 19^{ème} siècle, augmentent fortement, très fortement, jusqu'à atteindre presque deux années de revenu national au Royaume-Uni, et plus d'une année en France. Comprenez : les possessions détenues par les propriétaires français et britanniques dans d'autres pays (colonies ou non), déduction faite des possessions détenues par

les propriétaires d'autres pays en France ou au Royaume-Uni. Pour renforcer la lisibilité, je me suis permis de les mettre en couleur rouge sur le graphique en noir-et-blanc produit par Piketty.



extrait de : Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*, 2019

La figure 7.9 donne des courbes comparatives des possessions extérieures nettes pour la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis à partir de 1810 (certes avec des niveaux de précision inégaux entre le Royaume-Uni et les trois autres), et pour le Japon et la Chine à partir de années 1950, voire 1980. **Ce seul graphique vaut une longue leçon d'histoire et aide à comprendre le monde d'aujourd'hui.** Thomas Piketty en présente et analyse certaines conséquences, que je reprends ici, mais il y en a bien davantage. En effet, on y lit comment le Royaume-Uni et la France dominaient — non : *possédaient* — le monde, ce qui leur permettait d'organiser des transferts financiers à leur bénéfice extrêmement importants ; et comment cette position dominante bloquait l'accès d'autres pays à ces mêmes richesses. La (double) place de nation dominante d'une économie mondiale déjà fortement globalisée était prise. Tant dans "*21ème siècle*" que dans "*Idéologie*", Piketty explique comment ces richesses extérieures, au taux de rendement de l'époque, permettaient à ces deux puissances coloniales de bénéficier d'un surplus de revenu de plus de 8% pour le Royaume-Uni, et d'environ 5% pour la France, sous forme de profits, dividendes, royalties, intérêts, loyers, etc. Et, comme il est habituel dans de telles situations, entre États comme entre gens, ces transferts permettaient aux puissances coloniales de s'enrichir toujours plus, et conduisaient les autres à s'endetter davantage. [Les effets de ces transferts internationaux sur les inégalités au sein de la France et du Royaume-Uni ne sont toutefois pas autant documentés. Alors que

l'esclavage et notamment sa soi-disante "*abolition*" ont nettement appauvri les classes moyennes et pauvres françaises et britanniques, organisant des transferts fiscaux vers les (anciens) propriétaires esclavagistes et déstructurant les services publics, l'impact éventuel sur l'accès aux biens et services et sur les niveaux de prix n'est pas (encore) renseigné.]

Plus important encore, Piketty raconte comment ces positions extérieures et ces rapports financiers ne résultaient pas d'une supériorité économique, c'est-à-dire des forces du marché, mais bel et bien de leur supériorité militaire. **La main invisible est armée**, pourrais-je en déduire, utilisant le présent plutôt que l'imparfait, car cette situation perdure de nos jours, certes avec un jeu d'acteurs différent. Piketty donne des exemples, au Maroc (1845, 1907, 1911...), en Algérie (1830), au Japon (1853, 1854) et en Chine (les Guerres de l'Opium déjà mentionnées, 1839-1842 et 1856-1860, ou la répression de la révolte des Boxers en 1899-1901, avec la mise en place d'un gouvernement international), tous des exemples où les puissances occidentales, le Royaume-Uni et la France notamment, parfois rejoints par d'autres (États-Unis, Pays-Bas, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie, Russie...) cherchaient et trouvaient des prétextes pour des interventions militaires (leurs citoyens ou leurs intérêts vitaux dans le pays étant soi-disant menacés — on connaît la chanson, qui perdure jusqu'au siècle présent), suivie d'une guerre facilement gagnée et un traité inégal qui imposait aux pays vaincus de lourds tributs en paiement de dommages de guerre. La suite est connue : les pays vaincus sont contraints de s'endetter lourdement, ce qui conduit *in fine* au contrôle de tout l'appareil d'État et de ses ressources financières par la puissance coloniale. Ainsi, **le colonialisme ne se limite pas aux seules colonies, mais s'étend à la planète entière, y compris aux pays restés "libres"**. Il se comprend que l'héritage financier, économique et sociétal et le souvenir historique de cette soumission perdurent jusqu'à nos jours. On ferait bien, dans l'Occident aussi, et surtout dans les anciennes puissances coloniales, de mieux s'en souvenir. Les tensions actuelles avec la Chine, les relations avec le Japon, celles avec l'Afrique du Nord ou l'Asie (mineure, centrale, etc.) ne se construisent pas sur une page blanche, vierge de toute Histoire, mais se conjuguent avec ce passé. Ainsi, pour donner cet exemple, pour la Chine, la question de Hong-Kong n'est pas uniquement une question de plus ou moins de démocratie et d'autonomie locale. Il s'agit surtout d'une ancienne colonie britannique, une prise de guerre du Royaume-Uni.

Mais pour prendre un autre événement : au-delà de ce qu'écrit Piketty, ces données expliquent aussi, mieux que beaucoup d'autres analyses, les raisons de la Première Guerre Mondiale. Ou du conflit mondial, qui ensuite a pris la forme d'une guerre extrêmement violente et destructrice de vies et de biens. Et elles montrent l'énorme bêtise qu'a été son engagement — le *déclenchement* est un peu plus compliqué — par l'Empereur allemand Guillaume II en août 1914. Car la France et le Royaume-Uni, autant concurrents qu'alliés sur la scène mondiale, bloquaient l'accès aux marchés et aux richesses pour l'Allemagne, mais aussi le Japon, l'Italie, la Russie, la Chine et les États-Unis (ces derniers

certes protégés par leur dimension continentale) : alliés potentiels, ou pour le moins ayant les mêmes intérêts géopolitiques que l'Allemagne. Or, l'empereur allemand n'avait pas l'intelligence et la patience du chancelier Bismarck, qu'il avait viré en 1890, peu après sa montée sur le trône (Bismarck mourrait en 1898). En diplomatie internationale, la Conférence de Berlin de 1884 l'avait montré, l'Allemagne aurait pu avoir de bien meilleures cartes que celles de son armée. Les statistiques produites par Piketty (et plein d'autres phénomènes) montrent toutefois que l'Allemagne n'a pas été seule à perdre cette guerre. La France et le Royaume-Uni (et d'autres, sans doute, mais qu'on ne retrouve pas dans ces chiffres) l'ont perdue aussi.

Jef Van Staeyen, mars 2020

Conclusions:

- **La main invisible du marché est armée.**
- **Le colonialisme ne se limite pas aux colonies.**
- **Connaître le passé pour comprendre le monde d'aujourd'hui.**
- **Lire et relire l'histoire mondiale du dix-neuvième siècle, et en tirer des conclusions.** *"Histoire du monde au XIXème siècle"*, par Sylvain Venayre et Pierre Singaravélou (Fayard, 2017), est peut-être une bonne idée.